

**Conseil des ministres -
Communication - Les priorités de la
présidence française du G7**
(Paris, 19 décembre 2018)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et le ministre de l'économie et des finances ont présenté une communication portant sur les priorités de la présidence française du G7.

La France assumera la présidence du G7 à partir du 1er janvier 2019 et organisera le sommet du G7 à Biarritz du 24 au 26 août 2019. Les grands axes de la présidence française seront :

1. La lutte contre les inégalités, fil directeur de la présidence française du G7

La hausse des inégalités est une grave menace pour la cohésion des sociétés et un développement économique profitant au plus grand nombre. La France place au coeur du débat la réduction des inégalités et la dimension sociale de la mondialisation. La promotion d'un tel modèle constitue un choix politique majeur et sera le fil rouge de la présidence française du G7.

2. Le renouvellement du format du G7 et la mobilisation de la société civile

Le G7 associera, dans le cadre de coalitions, les pays hors G7 qui partagent l'ambition de la France sur les sujets prioritaires. La présidence française du G7 intégrera également les organisations internationales et cherchera à renforcer les synergies entre elles, à la suite de l'impulsion donnée par le président de la République lors du Forum de Paris sur la Paix. Par ailleurs, le G7 s'ouvrira davantage à la société civile. Une consultation systématique des acteurs non-étatiques est envisagée. Le gouvernement veillera à mobiliser les Français, en suscitant l'adhésion aux grands défis sur lesquels la France a l'ambition d'obtenir des avancées.

3. L'Afrique

L'un des premiers objectifs du sommet du G7 de Biarritz sera de renforcer les liens avec l'Afrique. Cette alliance associera les pays africains les plus impliqués dans la promotion du multilatéralisme, de la paix et de l'intégration régionale, et ceux qui sont en pointe sur l'action climatique.

4. Egalité entre les femmes et les hommes et éducation

Sur l'égalité entre les femmes et les hommes, grande cause du quinquennat, le G7 adoptera un

"pacte de Biarritz pour l'égalité". Par ailleurs, en réponse à l'accroissement des inégalités, le G7 devra agir résolument dans le domaine de l'éducation - notamment des filles et en premier lieu au Sahel - et de la santé.

5. Climat et biodiversité

Le G7 abordera les inégalités environnementales, en rappelant l'attachement de la France à l'accord de Paris et en mettant l'accent sur la "finance climat" et la protection de la biodiversité, ainsi que sur la préservation des océans, dans la continuité de la présidence canadienne.

6. Numérique et intelligence artificielle (IA)

Le numérique (cybersécurité, concurrence, fiscalité, impact sur l'emploi) et l'intelligence artificielle seront abordés en présence de grandes démocraties non-européennes (Inde, Afrique du Sud, Mexique, Australie).

7. Sujets politiques et de sécurité

Le G7 devra continuer à se coordonner pour lutter contre le terrorisme (mise en oeuvre de l'agenda de Paris sur le financement du terrorisme, liste d'engagements pour lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, combattants terroristes étrangers), en particulier sur le continent africain.

En matière financière, la présidence française du G7 intervient dans un contexte économique et multilatéral troublé. Il reviendra à la présidence française de défendre la coopération des pays du G7 pour une mondialisation régulée, plus juste et plus équitable. Les travaux comporteront trois piliers :

1. Dans un contexte de remontée des risques, la présidence française du G7 travaillera au renforcement du système financier international et de sa résilience.

2. La France s'attachera par ailleurs à promouvoir une mondialisation équitable et fondée sur des règles. Dans ce domaine, l'une des premières priorités de la présidence française sera d'intensifier la lutte contre les phénomènes d'optimisation fiscale et les paradis fiscaux. Un autre axe majeur sera celui des défis posés par la numérisation de l'économie, notamment en matière de concurrence.

3. Enfin, la France contribuera à promouvoir une croissance plus inclusive et un développement plus efficace./.